



**Partie générale de l'examen-concours
pour l'admission au stage dans le groupe de traitement D3**

Session du 5 décembre 2017

Informations générales

- A. Epreuves de l'examen-concours**
- B. Modalités de l'examen-concours**
- C. Programme des épreuves générales**
- D. Lieu, date et horaire des épreuves générales**
- E. Sélection et affectation des candidats**

A. Epreuves de l'examen-concours

L'examen-concours se fait en deux parties distinctes, c'est-à-dire sur base d'épreuves générales qui sont organisées par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et d'épreuves spéciales, axées sur le profil spécifique du poste vacant et organisées par les administrations ou services disposant de la vacance de poste. Seuls les candidats ayant réussi aux épreuves générales peuvent se présenter aux épreuves spéciales.

Le présent fascicule donne des informations détaillées quant aux épreuves générales qui se font sous la forme d'un examen-concours écrit.

B. Modalités de l'examen-concours

1. Conditions d'admission

Les candidats du groupe de traitement A1 doivent être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master ou de son équivalent.

Les grades ou diplômes visés ci-dessus doivent être inscrits au registre des titres prévus par la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur. A noter que l'obligation de l'inscription ne s'applique pas aux diplômes de bachelor et de master émis par des établissements d'enseignement supérieur reconnus en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg et sanctionnant des formations d'enseignement supérieur reconnus dans ces pays.

2. Inscriptions

Inscription par voie électronique

Les inscriptions à l'examen-concours se font exclusivement par la voie électronique moyennant la démarche MyGuichet. Les inscriptions par courriel ou par courrier postal ne sont pas pris en considération.

Documents à fournir

Lors de votre inscription à l'examen-concours, vous devez ajouter votre diplôme et votre CV via MyGuichet. Vous pouvez personnaliser votre CV (aucun formulaire obligatoire exigé) mais les informations suivantes doivent obligatoirement être renseignées :

- Nom et prénom(s) ;
- Numéro d'identification ;
- Nationalité ;
- Adresse électronique de contact ;
- Liste des établissements d'enseignement fréquentés et leur pays d'implantation ;
- Diplômes ;
- Expérience professionnelle ;
- Connaissances en langues parlées et écrites.

Les informations renseignées doivent être complètes et véritables. Sur base de ces données, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative traitera votre candidature et pourra

vérifier si vous remplissez, sur base de vos propres déclarations, les conditions d'admission au service de l'Etat.

Le candidat qui a sciemment fait une fausse déclaration dans son curriculum vitae n'est pas admis à se présenter à l'examen concours. L'inscription à tout autre examen-concours lui est refusée.

Si vous avez réussi à l'épreuve spéciale de l'examen-concours doit fournir au ministre du ressort un extrait du casier judiciaire datant de moins de deux mois, une copie de la carte d'identité, une copie des diplômes obtenus et, s'il y a lieu, une copie de la décision de reconnaissance de leur équivalence, s'il y a lieu, une copie de la décision d'inscription au registre des titres.

L'admission au stage est refusée au candidat qui a sciemment fait une fausse déclaration dans sa notice biographique ou présenté de faux documents à l'appui de sa demande est écarté de la procédure de recrutement.

L'admission au stage peut être refusée à un candidat sur base des inscriptions au casier judiciaire, en fonction du nombre, de la gravité et de l'ancienneté des condamnations inscrites.

Le candidat n'a pas besoin de fournir une copie de sa carte d'identité lorsque les données concernant ses nom et prénom(s), sa date de naissance et sa nationalité sont qualifiées d'exactes dans le registre national des personnes physiques et s'il a sa résidence habituelle au Luxembourg.

Un certificat médical attestant que vous remplissez les conditions d'aptitude physique et psychique requises pour l'exercice du poste de travail brigué doit être produit avant l'admission au stage. Ce certificat est établi par la Division de la santé au travail du secteur public.

Besoin d'aide ?

Si vous ne disposez pas d'ordinateur ou de connexion Internet, le bureau d'accueil du Guichet.lu est à votre disposition à Luxembourg, 11, rue Notre-Dame (en face du Knuedler) - sans rendez-vous du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00, avec un accès et un poste de travail adaptés aux personnes à mobilité réduite.

En cas de problème d'ordre technique ou informatique lors de l'inscription, le Centre de support (Helpdesk) de MyGuichet est à votre disposition pour vous assister :

Téléphone : (+352) 247-82000

Horaires : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00

L'équipe Recrutement est à votre écoute en cas de questions sur les modalités d'inscription et de déroulement de l'examen-concours.

3. Epreuves de langues

Avant d'une éventuelle admission au stage, vous devez faire preuve de connaissance des 3 langues administratives, à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand. A cet effet, votre parcours scolaire respectivement vos diplômes sont pris en compte.

Vous êtes dispensé des trois épreuves de langues

- si vous avez accompli au moins 7 années de votre scolarité au Luxembourg dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement luxembourgeois.
- Si vous avez obtenu votre certificat d'étude requis pour le groupe d'indemnité brigué ou accompli la dernière année d'étude dans le système d'enseignement public luxembourgeois.

Les épreuves de langues sont organisées en tenant compte des socles de compétences définis par le Cadre européen commun de référence des langues.

Pour les détails veuillez consulter le portail de la Fonction publique.

Le contrôle de la connaissance des trois langues administratives tel qu'il est prévu par le règlement grand-ducal du 12 mai 2010 est organisé par l'Institut national d'administration publique. En cas d'échec à ce contrôle, vous êtes écarté de la procédure de recrutement et une admission au stage devient impossible.

C. Programme des épreuves générales

Les épreuves générales se font sous la forme d'un examen écrit.
Elles comprennent les matières suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| 1) Organisation, fonctionnement et structures de l'Etat luxembourgeois | 60 p |
| 2) Histoire et culture luxembourgeoises | 60 p |
| 3) Connaissances générales dans les domaines de l'actualité, de la politique nationale et internationale et de l'histoire contemporaine | 60 p |
| 4) Langues étrangères
(Epreuve écrite sur un sujet d'actualité en langues française et allemande) | 30 p |
| 5) Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande | 30 p |

De manière générale, les réponses sont à formuler dans la langue dans laquelle les questions ont été posées. Néanmoins, en ce qui concerne l'épreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises les réponses se font en langue luxembourgeoise pour la moitié du total des points attribués.

D. Lieu, date et horaire des épreuves générales

Lieu: Le lieu vous sera communiqué dans la convocation qui vous parviendra une semaine avant l'examen-concours général par courrier électronique.

Date: Mardi, le 5 décembre 2017

Horaire des épreuves générales :

08.30 – 09.30	Organisation, fonctionnement et structures de l'Etat luxembourgeois
09.30 – 10.30	Connaissances générales
10.30 – 12.00	Langues étrangères
14.00 – 15.00	Histoire et culture luxembourgeoises
15.00 – 16.00	Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande

E. Sélection et affectation des candidats

A l'issue de l'épreuve spéciale (entretien, test ou autres) organisée par le ministère ou l'administration d'affectation, le candidat ayant réussi le mieux sera admis au stage.

Liste de réserve de recrutement

Les candidats qui ont réussi à la partie générale de l'examen-concours, mais qui n'ont pas encore été admis au stage, restent admissibles aux épreuves spéciales pendant une durée de cinq ans.

Renseignements supplémentaires : Mino TRIA tél. : 247-83094
 Marco GIGLIO tél. : 247-83279
 Courrier électronique : recrutement@ape.etat.lu

**Partie générale de l'examen-
concours du groupe de traitement
D3**

Annexes à étudier :

- Connaissances sur l'organisation, le fonctionnement et les structures de l'Etat luxembourgeois
- Epreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

**CONNAISSANCES SUR L'ORGANISATION,
LE FONCTIONNEMENT ET
LES STRUCTURES DE
L'ETAT LUXEMBOURGEOIS**

**PROGRAMME A ETUDIER POUR
LES GROUPE DE TRAITEMENT D2 ET D3**

DER LUXEMBURGER STAAT

WAS IST EIN STAAT?

Im Allgemeinen versteht man unter Staat eine Nation, d.h. eine menschliche Gemeinschaft, die eine gemeinsame historische Vergangenheit hat, gemeinsame Interessen verfolgt, häufig dieselbe Sprache spricht, ein präzises Territorium besiedelt und einer Regierung und allgemein gültigen Gesetzen unterworfen ist.

Im engeren Sinn bezeichnet man mit Staat auch die Regierung, die Verwaltung, die öffentliche Gewalt, denen eine Nation unterworfen ist.

Im internationalen Recht spricht man von einem Staat, wenn drei Elemente vereinigt sind:

- ein Staatsgebiet;
- ein Staatsvolk;
- eine Staatsgewalt.

1. DAS STAATSGEBIET

Das aktuelle Staatsgebiet des Großherzogtums Luxemburg ist das Ergebnis von Eroberungen und Teilungen, die seit dem Mittelalter bis ins 19. Jahrhundert zwischen Maas und Mosel stattfanden. Die aktuelle Fläche beträgt 2.586 qkm und grenzt an Frankreich, Belgien und Deutschland.

Die Grenze wird von Eisenpfosten oder Grenzsteinen markiert oder besteht aus einer natürlichen Grenze: einem Fluss, einem Bergrücken, einem Weg.

Die diplomatischen Vertretungen anderer Staaten sowie die Amtsgebäude internationaler Institutionen sind **extritoriales Hoheitsgebiet**. Sie gehören nicht zum Luxemburger Staatsgebiet. Die Luxemburger Staatsgewalt kann dort nicht ausgeübt werden; ist eine Person dorthin geflüchtet, kann sie nicht von der Luxemburger Polizei verhaftet werden.

Das Staatsgebiet ist **unterteilt**:

- auf Verwaltungsebene in 12 Kantonen und 105 Gemeinden;
- in gerichtlicher Hinsicht in zwei Bezirke;
- in politischer Hinsicht in vier Wahlbezirke.

2. DAS STAATSVOLK

Unter Staatsvolk versteht man alle Personen, welche die Nationalität (Staatsangehörigkeit) eines bestimmten Staates besitzen und auf dessen Gebiet wohnen. Zum Staatsvolk gehören also weder die Ausländer, die auf demselben Gebiet wohnen, noch die Einheimischen, die im Ausland wohnen. Alle Bewohner des Staatsgebiets, ob Einheimische oder Ausländer, müssen sich den Gesetzen unterwerfen.

a) Die Staatsangehörigkeit

Die Staatsangehörigkeit (Nationalität) macht eine Person zum Vollbürger eines Staates, mit allen zivilen und politischen Rechten. Die Luxemburger Verfassung spricht ausdrücklich von den Luxemburgern und ihren Rechten: bestimmte Rechte sind also den Luxemburgern vorbehalten.

Artikel 111 der Verfassung schützt wohl die Ausländer, garantiert ihnen aber keine Rechte. Die Bürger der Europäischen Union genießen alle zivilen und sozialen Rechte, doch ihre politischen Rechte sind beschränkt.

b) Der Erwerb der Luxemburger Staatsangehörigkeit

Es gibt drei Wege, um Luxemburger Staatsbürger zu werden: durch Abstammung, Wiedererlangung oder Naturalisation.

3. DIE STAATSGEWALT

Die Staatsgewalt ist unabhängig von der Gewalt anderer Staaten. Sie ist es auch dem Staatsvolk gegenüber, für dessen Wohlergehen sie zu sorgen hat.

a) Die Staatsgewalten

Es gibt in jedem Staat nur eine Staatsgewalt. Diese lässt sich jedoch in drei Tätigkeitsbereiche aufgliedern:

- die gesetzgebende Gewalt stimmt über Gesetze ab und kontrolliert die Regierung (Legislative);
- die ausführende Gewalt bereitet Gesetze vor und sorgt für deren Ausführung (Exekutive);
- die richterliche Gewalt bestraft Gesetzesübertretungen und schlichtet Streitfälle (Justiz).

b) Die Trennung der Gewalten

In einer Demokratie sind die drei Gewalten getrennt: Verschiedene Organe üben sie aus und kontrollieren sich gegenseitig. Die gesetzgebende Gewalt wird von einem in freien, allgemeinen und geheimen Wahlen gewählten Parlament ausgeübt.

c) Die Verfassung

Das politische Regime eines Staates wird in seiner Verfassung festgelegt. Diese hält die Kompetenzen der einzelnen Staatsorgane fest und organisiert die Ausübung der Staatsgewalt. Außerdem zählt sie die Grundrechte der Bürger auf.

Um die Stabilität des politischen Regimes sicherzustellen, kann die Verfassung nur nach sehr strengen Regeln geändert werden.

d) Der luxemburgische Staat

Der luxemburgische Staat ist eine parlamentarische Demokratie und eine konstitutionelle (verfassungsmäßige) Monarchie.

- Unser Staat ist eine Demokratie, denn die souveräne Gewalt liegt bei der Nation (Art. 32 der Verfassung). Dass Luxemburg eine Demokratie ist, ergibt sich aus der Tatsache, dass die Menschenrechte gewährleistet sind und die Trennung der Gewalten besteht.
- Unser Land ist eine parlamentarische Demokratie (Art. 51 der Verfassung), weil das Volk die Staatsgewalt nicht direkt, sondern indirekt durch gewählte Vertreter (Abgeordnete) ausübt. Diese vertreten das Volk bei der Gesetzgebung.
- Unser Land ist eine Monarchie, weil an der Spitze des Staates ein Fürst (Monarch) steht, der den Titel des Großherzogs trägt.
- Unser Land ist eine konstitutionelle Monarchie, weil der Fürst nur die Gewalt ausüben kann, die ihm die Verfassung (Konstitution) zuerkennt.

RECHTE UND PFLICHTEN DER LUXEMBURGER UND LUXEMBURGERINNEN

1. RECHTE

Die Verfassung zählt die Grundrechte und –freiheiten auf, die allen Luxemburgern gesichert sind:

- die Gleichheit vor dem Gesetz;
- die individuelle Freiheit;
- die natürlichen Rechte der Person (physische Integrität, Ehre, Ehe- und Zeugungsfreiheit, freie Wahl der Erziehung);
- das Recht auf Arbeit und die Unternehmerfreiheit;
- die gewerkschaftlichen Freiheiten;
- das Recht auf Privateigentum;
- die Unverletzlichkeit der Wohnung;
- die freie Religionsausübung;
- die Meinungs- und Pressefreiheit;
- das Versammlungs- und Vereinigungsrecht;
- das Briefgeheimnis;
- das Wahlrecht;
- das Recht, ein öffentliches Amt auszuüben usw.

2. PFLICHTEN

Die Verfassung spricht nicht ausdrücklich von Pflichten der Bürger. Trotzdem wird man folgende Staatsbürgerpflichten aufzählen können:

- Verfassung und Gesetze des Landes einhalten;
- Steuern zahlen;
- an den Wahlen teilnehmen;
- vor Gericht als Zeuge auftreten;
- Kinder zur Schule schicken;
- Geburten, Heiraten, Todesfälle dem Zivilstandsamt melden.

DER GROSSHERZOG

Der Großherzog repräsentiert den Luxemburger Staat nach innen und nach außen. Er ernennt und entlässt den Premierminister sowie die übrigen Mitglieder der Regierung. Er unterzeichnet die Gesetze, empfängt die Staatsoberhäupter und die Botschafter anderer Staaten und verleiht Orden.

1. Der Großherzog als Staatsoberhaupt

Der Großherzog nimmt als Staatsoberhaupt theoretisch an den drei Staatsgewalten teil.

- Zusammen mit der Regierung und der Verwaltung übt er die **ausführende Gewalt** aus. Er ist oberster Kommandant der Armee, schließt internationale Verträge, empfängt und entsendet Botschafter.
- Auf **legislativer Ebene** kann er dem Parlament Gesetzesvorschläge unterbreiten (Initiativrecht) und er muss alle von der Abgeordnetenkammer gestimmten Gesetze unterschreiben und sie so in Kraft setzen.
- Die **Justiz** wird in seinem Namen ausgeübt; er allein hat das Recht auf Gnadenbeweis.

DIE GESETZGEBENDE GEWALT

Das Wahlsystem

a) Das Wahlrecht

Das **aktive Wahlrecht** (wählen gehen) haben jene, die

- die luxemburgische Staatsangehörigkeit besitzen;
- mindestens 18 Jahre alt sind;
- ihre zivilen und politischen Rechte haben;
- in die Wählerlisten ihrer Gemeinde eingetragen sind. Dazu müssen sie entweder dort wohnhaft sein oder einen Antrag auf Briefwahl gestellt haben.

Das **passive Wahlrecht** (gewählt werden) haben jene, die dieselben Bedingungen erfüllen.

b) Häufigkeit der Wahlen

Legislativwahlen finden alle 5 Jahre statt. Wird die Kammer vorzeitig aufgelöst, müssen binnen drei Monaten Neuwahlen stattfinden.

c) Das Wahlverfahren

Die Abgeordneten werden nach dem allgemeinen Wahlrecht gewählt. Die Wahlen sind

- frei: niemand darf wegen seiner Wahlabgabe unter Druck gesetzt werden;
- geheim: die Wahlen finden in einer Einzelkabine statt und nach Regeln, welche die Anonymität sicherstellen;
- obligatorisch: eine Nicht-Teilnahme muss begründet werden; Personen, die aus gesundheitlichen Gründen oder anderen vom Gesetz anerkannten Gründen nicht ins Wahllokal gehen können, dürfen einen Antrag auf Briefwahl stellen.

d) Die Wahlbezirke

Unser Land ist in 4 Wahlbezirke eingeteilt. Durch diese Einteilung erreicht man, dass alle Gegenden des Landes Vertreter in der Kammer haben. Dadurch sind auch die Gegenden, die nicht so dicht bevölkert sind, in der Kammer vertreten.

Die Verfassung hat die Gesamtzahl der Abgeordneten auf 60 festgesetzt.

DIE AUSFÜHRENDE GEWALT: DIE REGIERUNG

1. Die Aufgaben

Die wichtigsten Aufgaben der ausführenden Gewalt, die im Namen des Großherzogs von der Regierung wahrgenommen werden, sind:

- Gesetze vorbereiten, die der Kammer zur Abstimmung vorzulegen sind;
- votierte Gesetze ausführen; zu diesem Zweck beschließt die Regierung Ausführungsbestimmungen, die im betreffenden Gesetz vorgesehen sind;
- die Verwaltung leiten, die sich um die konkrete Ausführung der Gesetze kümmert: Schulen, Steuern, Straßenbau, Kataster, Museen;
- für die öffentliche Ruhe und äußere Sicherheit sorgen;
- die Urteile der Gerichte in Strafsachen ausführen lassen;
- im Auftrag des Großherzogs die Abgeordnetenkammer zusammenrufen und auflösen.

2. Die Arbeitsweise

Die Regierung versammelt sich in der Regel einmal in der Woche zum Ministerrat. Sie beschließt dann gemeinsam die Richtlinien ihrer Politik und trifft die wichtigsten Entscheidungen. In seinem Kompetenzbereich setzt jeder Minister diese Richtlinien in die Praxis um, indem er seinen Beamten entsprechende Weisungen erteilt und ihren Rat einholt zur Ausarbeitung neuer Entscheidungen.

L'ETAT LUXEMBOURGEOIS

QU'EST-CE QU'UN ETAT ?

Dans un sens large, l'Etat désigne une nation, c.-à-d. une communauté humaine, unie par des liens historiques et des intérêts communs, parlant généralement la même langue, occupant un territoire précis et soumise à un gouvernement et à des lois qui s'imposent à tous.

Dans un sens restreint, le terme Etat désigne le gouvernement, l'administration, les pouvoirs publics auxquels une nation est soumise.

En droit international, on parle d'un Etat si les éléments suivants se trouvent réunis :

- un territoire national ;
- une population nationale ;
- un pouvoir public national.

1. LE TERRITOIRE NATIONAL

Le territoire national actuel du Grand-Duché de Luxembourg est le résultat de conquêtes et de partages successifs depuis le Moyen Âge jusqu'au 19^{ième} siècle. Sa superficie actuelle de 2.586 km² est bordée de frontières avec la Belgique, la France et l'Allemagne.

Sur le sol, les frontières sont marquées par des bornes ou par des limites naturelles telles que rivières, crêtes de montagne, chemins.

Les Ambassades et Consuls des pays étrangers ainsi que les sièges des institutions internationales constituent des enclaves exterritoriales ; ils ne font pas partie du territoire national. La puissance souveraine luxembourgeoise ne s'y exerce pas ; une personne qui s'y est réfugiée ne peut pas être arrêtée par la police luxembourgeoise.

Le territoire national est subdivisé :

- au niveau administratif, en 12 cantons et 105 communes ;
- au niveau judiciaire, en 2 arrondissements ;
- au niveau politique, en 4 circonscriptions électorales.

2. LA POPULATION NATIONALE

Par population nationale, on entend toutes les personnes ayant la nationalité d'un Etat donné et habitant sur son territoire. N'y sont donc pas compris les étrangers habitant sur ce territoire, ni les nationaux habitant à l'étranger. Tous les résidents (nationaux et étrangers) doivent se soumettre aux lois en vigueur dans l'Etat.

a) La nationalité

La nationalité est la qualité qui permet à une personne d'être citoyen à part entière d'un Etat, donc d'exercer tous les droits civils et politiques prévus par la loi. La Constitution luxembourgeoise parle expressément des Luxembourgeois et de leurs droits : elle réserve donc certains droits aux personnes de nationalité luxembourgeoise.

L'Article 111 de la Constitution protège les étrangers, mais ne leur garantit pas de droits. Les ressortissants de l'Union européenne jouissent des droits civils et sociaux, mais l'exercice de droits politiques est restreint.

b) Comment acquérir la nationalité luxembourgeoise ?

Il y a trois façons d'acquérir la nationalité luxembourgeoise : par naissance, par adoption plénière ou simple ou encore par naturalisation.

3. LA PUISSANCE SOUVERAINE

La puissance souveraine est indépendante face à la puissance d'autres Etats et vis-à-vis de la population nationale dont elle assure le bien-être.

a) Les pouvoirs publics

Dans chaque Etat, il n'existe qu'un seul pouvoir étatique qui est cependant divisé en trois branches d'activité :

- le pouvoir législatif vote les lois et contrôle le gouvernement ;
- le pouvoir exécutif prépare les lois et veille à leur exécution ;
- le pouvoir judiciaire punit les violations de la loi et arbitre les conflits entre citoyens.

b) La séparation des pouvoirs

Dans une démocratie, les trois pouvoirs sont séparés : ils sont exercés par des organes différents qui peuvent se contrôler l'un l'autre. Le pouvoir législatif y est exercé par un parlement élu au suffrage libre, universel et secret.

c) La Constitution

Le régime politique d'un Etat est défini dans sa Constitution. Celle-ci fixe par écrit les compétences des organes exerçant les pouvoirs publics ; elle organise le fonctionnement de l'Etat. Elle énumère en outre les droits fondamentaux garantis à tout citoyen.

Afin d'assurer la stabilité du régime politique, les règles à observer en cas de modification de la Constitution sont assez sévères.

d) L'Etat luxembourgeois

L'Etat luxembourgeois est une démocratie parlementaire et une monarchie constitutionnelle.

- Notre Etat est une démocratie, parce que le pouvoir souverain est exercé par la nation (Art. 32 de la Constitution). Les droits de l'homme sont garantis et la séparation des pouvoirs est réalisée.
- Notre pays est une démocratie parlementaire (Art. 51) ; le peuple exerce le pouvoir souverain non de façon directe, mais de façon indirecte par la voie de représentants élus (députés). Ils représentent le peuple dans les affaires législatives.
- Notre pays est une monarchie ; à la tête de notre Etat se trouve un prince qui porte le titre de Grand-Duc.
- Notre pays est une monarchie constitutionnelle ; le Grand-Duc peut seulement exercer les pouvoirs que la Constitution lui accorde.

DROITS ET DEVOIRS DES LUXEMBOURGEOIS ET LUXEMBOURGEOISES

1. DROITS

La Constitution luxembourgeoise énumère les libertés et droits garantis aux luxembourgeois :

- l'égalité devant la loi ;
- la liberté individuelle ;
- les droits naturels de la personne (intégrité physique, honneur, liberté de mariage et de procréation, libre choix de l'éducation) ;
- le droit au travail et la liberté d'entreprise ;
- les libertés syndicales ;
- le droit à la propriété privée ;
- l'inviolabilité du domicile ;
- la liberté des cultes ;
- la liberté d'opinion et de presse ;
- le droit de se rassembler et de s'associer ;
- le secret des lettres ;
- le droit de vote ;
- le droit d'exercer une fonction publique etc.

2. DEVOIRS

La Constitution ne parle pas expressément des devoirs des citoyens. Néanmoins on peut établir un catalogue des obligations du citoyen :

- respecter la Constitution et les lois du pays ;
- payer ses impôts ;
- participer aux élections ;
- témoigner devant la justice ;
- envoyer les enfants à l'école ;
- faire inscrire les naissances, mariages, décès au registre de l'état civil, etc.

LE GRAND-DUC

Le Grand-Duc représente l'Etat luxembourgeois tant à l'intérieur que vis-à-vis de l'extérieur. Il nomme et révoque le premier ministre ainsi que les autres membres du gouvernement. Il signe les lois, reçoit en audience les chefs d'Etat et les ambassadeurs d'autres pays et il décerne des ordres.

1. LE GRAND-DUC COMME CHEF D'ETAT

Le Grand-Duc, comme chef d'Etat, participe théoriquement aux trois pouvoirs.

- Il forme avec le gouvernement et l'administration le **pouvoir exécutif**. Il est commandant de l'armée, conclut des traités internationaux, délègue et reçoit des ambassadeurs.
- **En matière législative**, il peut soumettre des projets de loi au Parlement (**droit d'initiative**) et doit signer les lois votées par la Chambre des députés et en ordonner ainsi la publication et l'exécution (**promulgation**).
- **La justice** est rendue en son nom et le droit de grâce lui appartient seul.

LE POUVOIR LEGISLATIF

LE SYSTEME ELECTORAL

a) Le droit de vote

Pour avoir le **droit de vote actif** (électeur) on doit

- avoir la nationalité luxembourgeoise,
- être âgé de 18 ans accomplis ;
- jouir des droits civils et politiques ;
- être inscrit sur les listes électorales de sa commune. Pour être inscrit sur ces listes, on doit soit être domicilié dans la commune, soit avoir introduit une demande de vote par correspondance.

Pour avoir le **droit de vote passif** (élu), on doit remplir les mêmes conditions.

b) Périodicité

Les élections législatives ont lieu tous les 5 ans. En cas de dissolution prématurée de la Chambre, des élections doivent avoir lieu dans les trois mois qui suivent.

c) Le système de vote

Les députés sont élus au suffrage universel. Le vote est :

- libre : personne ne doit subir aucune contrainte dans son choix ;
- secret : le vote a lieu dans un isolement et se fait d'après certaines formalités garantissant l'anonymat ;
- obligatoire : la non-participation doit être dûment motivée ; des personnes infirmes, malades ou absentes pour raisons reconnues par la loi peuvent introduire une demande pour voter par correspondance.

d) Les circonscriptions électorales

Notre pays est divisé en 4 circonscriptions électorales. Grâce à cette division, toutes les régions du pays, même les régions les moins peuplées, ont ainsi leurs députés à la Chambre.

La Constitution a fixé le nombre total des députés à 60.

LE POUVOIR EXECUTIF : LE GOUVERNEMENT

1. LES DEVOIRS

Les fonctions les plus importantes du pouvoir exécutif, exercées au nom du Grand-Duc par le gouvernement, sont les suivantes :

- préparer les lois à voter par la chambre ;
- faire exécuter les lois votées ; c'est à cet effet que sont pris des règlements grand-ducaux et arrêtés ministériels qui précisent les modalités d'exécution ;
- diriger l'administration qui s'occupe de l'exécution matérielle des lois : impôts, ponts et chaussées, écoles, cadastre, musées ;
- veiller au maintien de l'ordre et à la sécurité extérieure ;
- faire exécuter les jugements rendus par les tribunaux en matière pénale ;
- convoquer et dissoudre la Chambre des députés au nom du Grand-Duc.

2. LA FAÇON DE TRAVAILLER

Le gouvernement se réunit en général une fois par semaine en conseil. Il arrête alors en commun les grandes orientations de sa politique et prend les décisions fondamentales. Chaque ministre essaye ensuite de mettre en pratique ces grandes orientations en donnant des ordres aux fonctionnaires de son département et en entendant leur avis pour préparer de nouvelles décisions.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Epreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises

(Deutsche Fassung)

Groupes de traitement C1, D1, D2 et D3

Geschichte des Großherzogtums Luxemburg

Trotz seiner geringen Größe ist das Großherzogtum Luxemburg ein Staat mit einer ungewöhnlich reichen Geschichte. Im Herzen Europas, zwischen Frankreich, Belgien und Deutschland gelegen, hatte es Anteil an den großen europäischen Entwicklungen. Im Mittelalter trugen seine Fürsten die Krone des Heiligen Deutschen Reiches. In der Frühen Neuzeit war seine Festung ein Hauptstreitpunkt im Kampf zwischen den Großmächten. Als aufstrebendes und dynamisches Land spielte Luxemburg im 20. Jahrhundert eine maßgebliche Rolle im europäischen Einigungsprozess.

Die frühen Ursprünge (10. Jahrhundert)

Der Name “Lucilinburhuc”, was so viel wie “kleine Burg” bedeutet, wird erstmals 963 in einer Tauschurkunde erwähnt. Aufgrund dieser Urkunde erwarb Graf Siegfried von der Abtei Sankt Maximin in Trier ein kleines Fort auf dem Bockfelsen, über dem Alzettetal.

Die Gründung des Großherzogtums auf dem Wiener Kongress (1815)

Der Zusammenbruch des Napoleonischen Reiches führte 1815 zu einer Neuordnung der europäischen Landkarte mit unerwarteten Folgen für Luxemburg. Die auf dem Wiener Kongress versammelten Großmächte beschlossen die Gründung eines großen niederländischen Königreiches. Der neue Staat umfasste Holland, Lüttich und die ehemaligen Österreichischen Niederlande. Logischerweise hätte auch Luxemburg dazugehören müssen. Doch Luxemburg wurde zu einer gesonderten politischen Einheit. Das Land wurde zum Großherzogtum erhoben und dem König der Niederlande Wilhelm I. von Oranien-Nassau zugesprochen.

Auf dem Papier wurde Luxemburg 1815 ein von den Niederlanden verschiedener Staat. In Wirklichkeit machte Wilhelm I. jedoch keinen Unterschied zwischen beiden und regierte das Großherzogtum, als sei es die 18. Provinz seines Königreiches. Die Wirtschafts- und vor allem Steuerpolitik der holländischen Regierung sorgte zunehmend für Unmut in der Bevölkerung. Es war somit nicht verwunderlich, dass sich die Einwohner des Großherzogtums beim Ausbruch der Belgischen Revolution 1830 auf die Seite der belgischen Aufständischen stellten.

Die Großmächte beschlossen, Belgier und Niederländer durch die Gründung des belgischen Königreiches zu trennen und gleichzeitig das Großherzogtum zwischen beiden Gegnern aufzuteilen. Das belgische Parlament stimmte der Entscheidung zu,

Wilhelm I. lehnte jedoch ab. Die Teilung wurde jedoch im Londoner Vertrag vom 19. April 1839 festgeschrieben. Das Großherzogtum Luxemburg blieb unter der Herrschaft des Hauses Oranien-Nassau und das belgische Luxemburg wurde zu einer Provinz Belgiens. Im Vertrag von 1839 wurden die Grenzen des Großherzogtums festgelegt, die seither unverändert geblieben sind.

Nach 1839 bestand zwischen Luxemburg und den Niederlanden keine territoriale Verbindung mehr, so dass der König-Großherzog sich gezwungen sah, Luxemburg eine eigene Verwaltung zuzugestehen. Der neue Herrscher Wilhelm II. erklärte: „Ich will, dass Luxemburg von den Luxemburgern regiert wird.“

Im Londoner Vertrag vom 11. Mai 1867 wurde der internationale Status Luxemburgs gefestigt wurde. Preußen zog seine Garnison ab, die Festung wurde geschleift und das Großherzogtum wurde zu einem auf ewig neutralen Staat unter der Garantie der Unterzeichnermächte erklärt.

Mit dem Tod Wilhelms III. im Jahr 1890 erlosch allerdings die Personalunion der Niederlande mit Luxemburg. Während Wilhelmina, Tochter Wilhelms III., Nachfolgerin auf dem holländischen Thron wurde, fiel das Großherzogtum als Erbgut Adolf von Nassau-Weilburg zu. Luxemburg hat seit 1890 eine eigene Dynastie, das Haus Nassau-Weilburg, aus dem bislang sechs Landesherrscher hervorgegangen sind: Adolf (1890-1905), Wilhelm IV. (1905-1912), Marie-Adeläide (1912-1919), Charlotte (1919-1964), Jean (1964-2000) und Henri (seit 2000).

Die Entwicklung des Nationalgefühls

Im 19. Jahrhundert glaubten nur wenige internationale Beobachter an eine Überlebenschance für dieses winzige Land.

Die Herausbildung eines eigenen Nationalgefühls begann erst nach dem Entstehen des Luxemburger Staates. 1839 bedauerte die Bevölkerung des Großherzogtums die Trennung von Belgien. Doch bald schon fühlten sich die Luxemburger mit ihrem Staat verbunden und begannen die Vorteile der Unabhängigkeit schätzen zu lernen.

Die Sprachenverwendung spielte sicherlich eine wichtige Rolle im Werden der Nation. Durch das Gesetz von 1843 über den Primärunterricht wurde neben dem Deutschunterricht auch der Französischunterricht obligatorisch. Alle Luxemburger Schüler müssen seitdem zwei Sprachen lernen: Französisch und Deutsch. Im Alltag sprechen die Luxemburger ihren Dialekt. Während des Zweiten Weltkriegs wurde die Verwendung des „Lëtzebuergesch“ zum Symbol des Widerstands und des nationalen Zusammenhalts. Offiziell wurde das Luxemburgische 1984 durch ein Gesetz zur Landessprache erhoben, ohne jedoch die gleichzeitige Verwendung des Französischen und des Deutschen in Frage zu stellen.

Luxemburg hat sich so eine eigenständige Identität geschaffen, die weder deutsch noch französisch noch belgisch ist, sondern eine Mischung aus den drei Kulturen.

1914 wurde Luxemburg in den Ersten Weltkrieg hineingezogen. Am 2. August marschierte die deutsche Armee unter Missachtung der luxemburgischen Neutralität ins Großherzogtum ein. Der Luxemburger Staat protestierte gegen den deutschen Einmarsch, hielt jedoch an seiner strikten Neutralität. Die Besetzung beschränkte sich auf den militärischen Bereich. Die Institutionen des Luxemburger Staates blieben von der Besatzungsmacht unangetastet. Großherzogin und Regierung blieben im Amt. Nach dem Krieg machten die Alliierten Luxemburg seine Neutralitätspolitik zum Vorwurf.

Die politische Krise und das Referendum von 1919

In der Abgeordnetenversammlung warfen die linken Abgeordneten der Großherzogin vor, während des Krieges Beziehungen zur Besatzungsmacht unterhalten zu haben. Am 9. Januar 1919 rief ein Wohlfahrtsausschuss die Republik aus. Diese Bewegungen stießen jedoch nicht auf die Zustimmung des Volkes und wurden bald darauf erstickt. Die Stellung von Großherzogin Marie-Adeläide aber war endgültig beschädigt. Die Großherzogin beschloss, zugunsten ihrer jüngerer Schwester Charlotte abzudanken, die ihre Nachfolge sofort antrat.

Der Zweite Weltkrieg: Zeit der Prüfung

Zweiundzwanzig Jahre nach dem Ende des Ersten Weltkriegs wird Luxemburg am 10. Mai 1940 erneut von den Deutschen besetzt. Dem Großherzogtum sollte damit eine der schwersten Prüfungen seit seiner Gründung bevorstehen. Großherzogin Charlotte und die Luxemburger Regierung gingen ins Exil und ließen sich in London und Kanada nieder.

Die deutsche Besetzung bedeutete das Ende der luxemburgischen Unabhängigkeit. Im Juli–August 1940 wurde Luxemburg unmittelbar deutscher Verwaltung unterstellt. Sämtliche luxemburgischen Staatsstrukturen wurden abgeschafft. Die Verwendung des Französischen wurde verboten. Bei einer Volkszählung antwortete die Mehrheit 1941 auf die drei entscheidenden Fragen nach Staatsangehörigkeit, Volkszugehörigkeit und Muttersprache mit „luxemburgisch“.

Am 30. August 1942 ging der Okkupant noch weiter und führte in Luxemburg, ebenso wie im Elsass und in Lothringen, die Wehrpflicht ein. Insgesamt wurden 10.211 Luxemburger in die Wehrmacht zwangsrekrutiert. Mehr als ein Drittel weigerte sich, die deutsche Uniform zu tragen, und tauchte unter. Die deutsche Besatzungsmacht reagierte mit Terror: Deportation in den Osten, Einweisung in Konzentrationslager, Hinrichtungen. Die jüdische Gemeinschaft litt besonders unter dem Naziregime. Von den 3.700 Juden, die vor dem Krieg im Großherzogtum gelebt hatten, fielen 1.200 dem Holocaust zum Opfer.

Am 10. September 1944 wurde Luxemburg von der amerikanischen Armee befreit. Allerdings konnten die Deutschen die Front entlang der Mosel festigen und gingen im Dezember 1944 zum Gegenangriff über. Die Ardennenoffensive verwüstete den Norden und Osten des Landes. Mit der Befreiung von Vianden, der Rückkehr von Großherzogin Charlotte aus dem Exil am 14. April und schließlich der bedingungslosen Kapitulation Deutschlands am 8. Mai 1945 endete der Krieg.

Die Öffnung zur Welt

Nach dem zweiten Weltkrieg hatte Luxemburg seinen Neutralitätsstatus aufgegeben und konnte auf einen Platz in der sich nach 1945 herausbildenden internationalen Gemeinschaft zählen. Das Großherzogtum ist Gründungsmitglied aller auf multilateraler Zusammenarbeit beruhenden Organisationen der Nachkriegszeit.

Die entscheidende Öffnung erfolgte allerdings erst im Rahmen des europäischen Einigungsprozesses. Die historische Initiative zur Einigung der Europäer ging von einem französischen Außenminister aus, der in Luxemburg als Sohn eines französischen Vaters und einer luxemburgischen Mutter geboren wurde, nämlich Robert Schuman. Als Schuman 1950 seinen Plan zur Gründung einer Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) ins Leben rief, war Luxemburg mit eingebunden.

Luxemburg unterzeichnete mit Frankreich, Deutschland, Italien, Belgien und den Niederlanden 1957 die Römischen Verträge über die Gründung einer Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. Das Großherzogtum spielte beim europäischen Aufbauwerk eine aktive Rolle. Premierminister Pierre Werner kann als Wegbereiter des Euro betrachtet werden. Das Schengener Übereinkommen über die Abschaffung der Personenkontrollen an den Grenzen ist nach dem luxemburgischen Dorf benannt, wo die ersten Abkommen 1985 unterzeichnet wurden. Von Joseph Bech bis Jean-Claude Juncker haben sich luxemburgische Politiker als geschickte Vermittler bei europäischen Verhandlungen hervorgetan.

Sprachen in Luxemburg

Länder wie Luxemburg, in denen die Bevölkerung auf dem gesamten Staatsgebiet mehrere Sprachen schreibt und spricht, sind äußerst selten. Luxemburgisch ist seit 1984 Landessprache und Französisch Gesetzgebungssprache, wobei Französisch, Deutsch und Luxemburgisch alle drei als Verwaltungs- und Gerichtssprachen gelten.

Sprachenverwendung: anerkannte Praktiken ohne offizielle Sprache

Da es im Großherzogtum keine offizielle Sprache gibt, sind Französisch, Deutsch und Luxemburgisch überall in unterschiedlichem Maße präsent und teilen sich ihre Rollen als Arbeits-, Schrift- und Verständigungssprache.

Welche Sprachen für den Staat?

Die Gesetze werden auf Französisch verfasst, das gesprochene Französisch ist allmählich aus dem Parlament verschwunden.

Die regulären Debatten werden heute auf Luxemburgisch abgehalten. Die Fragen an die Regierung werden üblicherweise auf Französisch verfasst.

Laut Gesetz vom Februar 1984 können im Verwaltungs- und Justizbereich Französisch, Deutsch und Luxemburgisch verwendet werden. Die gleiche Auswahlmöglichkeit hat der Bürger bei Gesuchen an Verwaltungen, wobei diese aber nicht unbedingt verpflichtet sind, seiner jeweiligen Vorliebe Rechnung zu tragen.

Beim Luxemburger Staat beruht die Arbeitsweise der Verwaltung auf einem stabilen Gleichgewicht: Französisch wird als Schriftsprache, Luxemburgisch hingegen als gesprochene Sprache für Arbeit und Kommunikation bevorzugt.

Welche Sprachen für die Schule?

Sowohl während der Früherziehung als auch während des obligatorischen Vorschulunterrichts sprechen die Lehrer so viel wie möglich luxemburgisch mit ihren kleinen Schülern.

In den Grundschulklassen kommen die anderen Sprachen hinzu. Mit sechs Jahren lernen die Kinder lesen und schreiben, und zwar auf Deutsch; ein Jahr später steht ebenfalls Französisch auf dem Lehrplan. Verkehrssprache im Grundschulunterricht ist Deutsch. 1991 wurden in den Gemeindeschulen Kurse auf Portugiesisch und Italienisch eingeführt.

Auf diese Weise können Kinder ihre muttersprachlichen Kenntnisse vertiefen und ihrer Herkunftskultur verbunden bleiben.

In den unteren Klassen der Sekundarstufe werden die meisten Fächer auf Deutsch unterrichtet. In den oberen Klassen hingegen werden im klassischen Sekundarunterricht mit Ausnahme der Sprachen alle Fächer auf Französisch unterrichtet, während im technischen Sekundarunterricht weiterhin das Deutsche dominiert.

Die Universität Luxemburg steht ebenfalls im Zeichen der Vielsprachigkeit: Eines ihrer Grundprinzipien besteht in der Mehrsprachigkeit der Lehrveranstaltungen.

Welche Sprachen für die Kirche?

Die große Mehrheit der Luxemburger gehört der katholischen Kirche an. Ihre Mitteilungen werden auf Deutsch veröffentlicht. In Predigten und Gottesdiensten, einschließlich Taufen, Trauungen und Trauerfeiern, wird jedoch in der Regel *Lëtzebuergesch* gesprochen.

Die Sprachsituation in den Medien

Während das Deutsche seit jeher die Sprache der Presse schlechthin ist, hat das Französische in den großen Tageszeitungen des Landes, dem „Luxemburger Wort“ und dem „Tageblatt“, doch nach und nach an Boden gewonnen. Wenngleich also Deutsch insgesamt an erster Stelle steht, „machen“ neuerdings doch auch andere Sprachen ihre eigenen „Schlagzeilen“.

Fernsehen

Im Fernsehen kommt das Luxemburgische seit 1991 zu Ehren, als RTL Télé Lëtzebuerg zum ersten Mal eine tägliche Nachrichtensendung ausstrahlte.

Hörfunk

In diesem Medium ist das Programmangebot in luxemburgischer Sprache am reichhaltigsten. Selbstverständlich erzielen die luxemburgischen Rundfunksender auf nationaler und lokaler Ebene die höchsten Einschaltquoten, was zusammen mit dem Erfolg der Fernsehnachrichten deutlich macht, wie eng sich die Luxemburger ihrer Sprache verbunden fühlen.

Literatur in Luxemburg

Rein linguistisch betrachtet gibt es die luxemburgische Literatur nicht, sondern eine Literatur, die sich in drei oder – rechnet man die Englisch schreibenden Autoren hinzu – gar in vier Sprachen ausdrückt. Als *Luxemburgensia* bezeichnet man alles Geschriebene oder Gedruckte das von Luxemburgern, in Luxemburg oder über Luxemburg geschaffen wird, unabhängig von der jeweiligen Sprache.

Drei Autoren gelten heute als Klassiker der luxemburgischen Literatur: Michel Lentz, der den Text der luxemburgischen Nationalhymne „Ons Hémecht“ verfasst hat; Edmond de la Fontaine, besser bekannt unter seinem Pseudonym Dicks, der als Begründer des Theaters auf *Lëtzebuergesch* angesehen wird; und Michel Rodange, der „Renert oder de Fuuß am Frack an a Ma'nsgrëßt“ verfasst hat. Mit diesem populären Dreigestirn gelangt die Literatur in der Landessprache Ende des 19. Jahrhunderts zu höchster Blüte.

Auguste Liesch, der Verfasser der „Maus Ketti“, zählt zu den beliebtesten luxemburgischen Mundartdichtern. Seine volkstümliche Fabel von der Feldmaus und der Stadtmaus gilt als fester Bestandteil der luxemburgischen Literatur und wird fast an allen Schulen unterrichtet.

Die erste Hälfte des 20. Jahrhunderts gilt für die luxemburgische Literatur nur als bedingt fruchtbare Zeit. Der Umbruch nach dem Zweiten Weltkrieg erfolgt in mehreren Etappen. Zunächst in den 1950er und frühen 1960er Jahren, als Autoren wie Anise Koltz, Roger Manderscheid und Jean-Paul Jacobs auf den Plan treten.

Einen weiteren Schub erlebt die luxemburgische Literatur in den späten 1960er Jahren durch die Werke einer jüngeren Schriftstellergeneration. Werke von Léopold Hoffmann werden hoch geschätzt.

Einen Meilenstein in der neueren luxemburgischen Literaturgeschichte markiert das Jahr 1985 mit dem Erscheinen von Guy Rewenigs erstem Roman auf Luxemburgisch und Roger Manderscheids Trilogie. Beide Autoren feiern mit diesen Büchern große Publikumserfolge. Im darauffolgenden Jahrzehnt kommen weitere Werke auf *Lëtzebuergesch* heraus, die ohne Rewenigs und Manderscheids „Vorarbeit“ kaum denkbar wären. u Beginn des dritten Jahrtausends weist die luxemburgische Literatur in drei bzw. vier Sprachen eine große Vielfalt auf.

Etliche staatliche und private Einrichtungen widmen sich der Pflege und Förderung der luxemburgischen Literatur. Als wichtigste Institution gilt das Centre national de littérature (Nationale Literaturzentrum), Daneben erfüllen die Archives nationales (Nationalarchiv), die Bibliothèque nationale (Nationalbibliothek) sowie landesweit verstreute Stadt- und Gemeindebibliotheken ihre Rolle im Dienst der luxemburgischen Literatur.

Musik in Luxemburg

Die Musik spielt eine wichtige Rolle im Luxemburger Kulturleben. Bei der Musik „made in Luxembourg“ handelte es sich zunächst um volksmusikalische und patriotische Stücke sowie um Militärmusik: Das musikalische Schaffen ging kaum über die volkstümlichen Operetten des unter dem Namen Dicks bekannten Luxemburger Dichters und Musikers Edmond de la Fontaine hinaus. Seine erste Posse in luxemburgischer Sprache, „De Scholdschäin“, wurde 1855 uraufgeführt.

Anlässlich der Einweihung der ersten luxemburgischen Eisenbahnlinie schrieb Michel Lentz eine Gelegenheitskantate über diesen wichtigen Durchbruch, die unter dem Titel „De Feierwon“ zur ersten Hymne des Landes werden sollte. Überall im Land entstanden Musikgesellschaften und Chöre.

Beim ersten Musikfestival im Jahre 1864 führten 500 Sänger und 240 Instrumentalmusiker zum ersten Mal das Lied „Ons Hémecht“ auf, das zur heutigen luxemburgischen Nationalhymne werden sollte. Die Melodie stammt von dem Komponisten Jean-Antoine Zinnen, der damit einen Text von Michel Lentz vertonte.

Zu Beginn des 20. Jahrhunderts wollten die Komponisten über den Bereich der Volks- und Kirchenmusik hinausgehen.

Durch den Radiosender Radio Luxemburg und dessen sinfonisches Ensemble, das Orchestre de Radio Luxembourg, wurde 1933 ein enges Band zwischen Luxemburg und der Orchestermusik geknüpft. 1953 verfügte die Villa Louvigny im hauptstädtischen Stadtpark über einen der schönsten Rundfunk-Konzertsäle in Europa.

Die Musik spielt in der Bildung der Luxemburger Jugend eine wichtige Rolle. Am Conservatoire de musique de la Ville de Luxembourg (Musikkonservatorium der Stadt Luxemburg) werden so in den Klassen von Alexander Müllenbach oder Claude Lenners zahlreiche junge Komponistentalente auf eine vielversprechende Zukunft vorbereitet. Musikalische Bildungseinrichtungen gibt es in allen Teilen des Landes und viele Kinder und Jugendliche besuchen Konservatorien sowie öffentliche und private Musikschulen.

Die über das Land verteilten Konzertsäle und zahlreichen Musikfestivals sind Zeichen sowohl für die Diversifizierung des Kulturlebens. Das in Wiltz gegründete Festival européen de théâtre en plein air et de musique (Europäisches Freilichtfestival für Theater und Musik) in den Luxemburger Ardennen ist das älteste Festival. Das Festival international Echternach (Internationales Festival Echternach) findet in der Abteistadt Echternach statt

Multikulturelles Luxemburg

Mit einem Ausländeranteil von über 42% liegt das Großherzogtum Luxemburg mit Abstand an der Spitze der Mitgliedstaaten der Europäischen Union.

Die ersten Immigranten

Ein Blick in die Geschichtsbücher verrät, dass Immigration kein Phänomen ist, das sich auf die jüngere Vergangenheit beschränkt. Bereits im 16. und 17. Jahrhundert kamen Arbeiter, Händler und Militärs aus Italien ins Land. Im 18. Jahrhundert folgten Tiroler Maurer und Architekten. Unter Ludwig XIV. wurde sogar mit finanziellen Anreizen dazu ermutigt, nach Luxemburg zu gehen und sich am Wiederaufbau der Festungsstadt zu beteiligen.

Zu wahrhaftigen Einwanderungswellen kam es ab Ende des 19. Jahrhunderts, als Luxemburg einerseits noch ein armer Bauernstaat war, andererseits in der aufstrebenden Stahlindustrie zahlreiche neue Arbeitskräfte benötigt wurden.

Während kurz vor dem Ersten Weltkrieg zahlreiche deutsche und italienische Arbeiter in ihre Heimat zurückkehrten, nahm die Immigration in der Zwischenzeit wieder zu. Doch infolge der Weltwirtschaftskrise Ende der 1920er Jahre und im Vorfeld des Zweiten Weltkriegs verloren zahlreiche Gastarbeiter ihre Arbeit und verließen das Land wieder.

Die Ersten, die nach Kriegsende als Aufbauhelfer erneut ins Land kamen, waren wiederum die Italiener. Ende der 1950er Jahre flaute auch dieser Zustrom erneut ab, da die Italiener nun immer öfter zu Hause Arbeit fanden. In der zweiten Generation erlernten die Italiener die luxemburgische Sprache, in der dritten Generation begann ihre vollständige Integration in die luxemburgische Gesellschaft.

Familien aus Portugal

Die Portugiesen kamen gleich mit Frau und Kind und wurden hauptsächlich im Baugewerbe, in der Industrie, der Gastronomie und als Handwerker tätig. Mit ihnen begann die zweite große Einwanderungswelle im 20. Jahrhundert. Derzeitig machen sie rund 37% der im Großherzogtum lebenden Ausländer aus.

Bankiers, Eurokraten und Akademiker

Mit zunehmender Bedeutung des Finanzplatzes Luxemburg ab den 1960er Jahren ließen sich auch zahlreiche Finanzfachleute aus ganz Europa, vornehmlich Franzosen, Belgier und Deutsche, im Großherzogtum nieder. Etwa zeitgleich zogen zahlreiche EU-Angestellte nach Luxemburg, um auf dem Kirchberg-Plateau in den Büros der verschiedenen europäischen Institutionen zu arbeiten.

Flüchtlinge und Asylanten

Neben Migranten, die ihre Heimat aus politischen, sozialen, wirtschaftlichen oder ökologischen Gründen verlassen, und Grenzgängern, die täglich aus den Nachbarregionen kommen, um in Luxemburg zu arbeiten, gibt es auch Flüchtlinge und Asylanten, die in Luxemburg Schutz suchen.

Erleichtert wird die Integration von Ausländern zweifellos durch die Vielsprachigkeit im Land, in dem viele Einheimische die drei Amtssprachen beherrschen.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Epreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises

Groupes de traitement C1, D1, D2 et D3

Edition 2010

Histoire du Grand-Duché de Luxembourg

Malgré sa petite taille le Grand-Duché de Luxembourg est un Etat avec une histoire particulièrement riche. Situé au cœur de l'Europe, entre la France, la Belgique et l'Allemagne, il a participé aux grandes évolutions européennes. Au Moyen Âge, ses princes ont porté la couronne du Saint Empire germanique. Pendant les temps modernes, sa forteresse a été un enjeu majeur dans la lutte entre les grandes puissances. Au XXe siècle, il a joué un rôle dans l'unification de l'Europe.

Des origines lointaines (Xe siècle)

Le nom « Lucilinburhuc », signifiant « petit château », apparaît pour la première fois aux alentours de 963 dans une charte d'échange. Par ce document, le comte Sigefroi acquiert de l'abbaye Saint-Maximin de Trèves un fortin situé sur le rocher du Bock dominant la vallée de l'Alzette.

La création du Grand-Duché au congrès de Vienne et la consolidation de l'autonomie

En 1815, l'effondrement de l'empire de Napoléon entraîne un redécoupage de la carte de l'Europe, ce qui aura des répercussions inattendues pour le Luxembourg. Les grandes puissances réunies au congrès de Vienne décident de créer un grand royaume des Pays-Bas. Le nouvel Etat englobe la Hollande, Liège et les anciens Pays-Bas autrichiens. Le Luxembourg aurait dû faire partie de cet ensemble, mais devint une entité politique à part. Erigé en grand-duché, il est attribué au roi des Pays-Bas.

Sur le papier, le Luxembourg devient en 1815 un Etat distinct des Pays-Bas. Dans la réalité cependant, Guillaume 1^{er} gouverne le Grand-Duché comme s'il s'agissait de la 18^e province de son royaume. La politique économique et surtout fiscale du régime hollandais suscite un mécontentement grandissant parmi la population. Lorsque la Révolution belge éclate en 1830, les habitants du Grand-Duché se joignent aux insurgés belges.

Les grandes puissances décident de séparer Belges et Néerlandais en créant le royaume de Belgique, tout en partageant le Grand-Duché de Luxembourg entre les deux pays. Le Parlement belge accepte, Guillaume 1^{er} refuse. Le traité de Londres du 19 avril 1839 impose le partage. Le Grand-Duché de Luxembourg demeure sous la souveraineté des

Orange-Nassau tandis que le Luxembourg belge forme une province de la Belgique. Le traité de 1839 délimite les frontières du Grand-Duché qui n'ont plus changé depuis.

À partir de 1839, le Luxembourg n'a donc plus de lien territorial avec les Pays-Bas et le roi grand-duc se voit obligé de lui accorder une administration séparée. Le nouveau souverain, Guillaume II déclare : « Je veux que le Luxembourg soit gouverné par les Luxembourgeois. ».

Le traité de Londres (11 mai 1867) consolide le statut international du Luxembourg. La Prusse retire sa garnison, la forteresse est démantelée et le Grand-Duché est déclaré perpétuellement neutre sous la garantie des puissances signataires.

En 1890 à la mort de Guillaume III, l'union personnelle qui liait les Pays-Bas et le Luxembourg prend fin. Alors que Wilhelmine, la fille de Guillaume III, succède au trône hollandais, le Grand-Duché revient à Adolphe de Nassau-Weilbourg.

Dès lors, à partir de 1890, le Luxembourg a sa propre dynastie, les Nassau-Weilbourg, qui jusqu'à aujourd'hui ont fourni au pays six souverains : Adolphe (1890-1905), Guillaume IV (1905-1912), Marie-Adélaïde (1912-1919), Charlotte (1919-1964), Jean (1964-2000) et Henri (depuis 2000).

Le développement du sentiment national

Peu d'observateurs internationaux donnent une chance de survie à ce petit pays.

L'emploi des langues a joué un rôle important dans la construction de la nation. La loi de 1843 sur l'enseignement primaire rend l'apprentissage du français obligatoire, à côté de l'allemand. Tous les écoliers luxembourgeois doivent depuis lors apprendre deux langues : le français et l'allemand. Dans la vie de tous les jours, les Luxembourgeois parlent leur dialecte, *Lëtzebuergesch*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le recours au *Lëtzebuergesch* deviendra le symbole de la Résistance et de la cohésion nationale. En 1984, une loi donne le statut de langue nationale au luxembourgeois, sans pour autant remettre en cause l'emploi simultané du français et de l'allemand.

En empruntant à ses trois voisins, le Luxembourg parvient à se composer une identité originale qui n'est ni allemande, ni française, ni belge, mais un mélange de ces trois cultures.

En 1914, le Luxembourg est entraîné dans la Première Guerre mondiale. Dès le 2 août, l'armée allemande envahit le Grand-Duché en violant sa neutralité. Les autorités luxembourgeoises protestent contre l'invasion allemande, mais continuent à observer une stricte neutralité. L'occupation se limite au domaine militaire. L'occupant ne touche pas aux institutions de l'Etat luxembourgeois. La souveraine et le gouvernement restent en place. Après la guerre, les Alliés vont reprocher au Luxembourg sa politique de neutralité.

La crise politique et le référendum de 1919

À la Chambre des députés, les représentants de la gauche demandent la déchéance de la dynastie. Ils reprochent à la souveraine d'avoir entretenu des relations avec l'occupant pendant la guerre. La France et la Belgique mènent des négociations secrètes risquant d'avoir des répercussions sur l'indépendance du Luxembourg. Le 9 janvier 1919, un comité de salut public proclame la république. Ces mouvements ne rencontrent pas l'adhésion populaire et sont vite étouffés. Mais la position de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde est définitivement compromise. La souveraine décide d'abdiquer en faveur de sa sœur Charlotte qui lui succède immédiatement.

L'épreuve de la Seconde Guerre mondiale

Vingt-deux ans après la fin de la Première Guerre mondiale, le 10 mai 1940, le Luxembourg est de nouveau occupé par les Allemands. Le Grand-Duché s'apprête à subir une des plus grandes épreuves de son existence. La Grande-Duchesse Charlotte et le gouvernement luxembourgeois partent en exil et s'installent à Londres et au Canada.

L'occupation allemande signifie la fin de l'indépendance luxembourgeoise. En juillet-août 1940, le Luxembourg passe sous administration allemande directe. Toutes les structures de l'Etat luxembourgeois sont supprimées. L'usage du français est interdit. A l'occasion d'un recensement de la population en 1941, une majorité répond par « luxembourgeois » aux trois questions cruciales de l'appartenance nationale, ethnique et linguistique.

Le 30 août 1942, l'occupant va encore plus loin, en introduisant le service militaire obligatoire au Luxembourg, en même temps qu'en Alsace et en Lorraine. 10.211 Luxembourgeois ont été enrôlés de force dans la Wehrmacht. Plus d'un tiers ont refusé de porter l'uniforme allemand et sont entrés dans la clandestinité. L'occupant répond par la terreur : déportations à l'Est, emprisonnements dans des camps de concentration, exécutions. La communauté juive a particulièrement souffert du régime nazi. Sur les 3.700 Juifs résidant au Grand-Duché avant la guerre, 1.200 sont morts.

Le 10 septembre 1944, le Luxembourg est libéré par l'armée américaine. Cependant, les Allemands parviennent à stabiliser le front le long de la Moselle et contre-attaquent en décembre 1944. L'offensive des Ardennes ravage le nord et l'est du pays. La libération de Vianden, le retour d'exil de la Grande-Duchesse le 14 avril et enfin la capitulation sans conditions de l'Allemagne le 8 mai 1945 marquent la fin de la guerre.

L'immédiat après-guerre est placé sous le signe de la reconstruction. Grâce à l'aide américaine reçue dans le cadre du plan Marshall, un important effort de modernisation et d'équipement a pu être réalisé.

L'ouverture sur le monde

Après la Seconde Guerre mondiale, le Luxembourg abandonne son statut de neutralité et s'assure une place dans la communauté internationale qui se forme après 1945. Le Grand-Duché est membre fondateur de toutes les institutions de coopération multilatérale de l'après-guerre.

Cependant, l'ouverture décisive s'opère dans le cadre de l'unification européenne. L'initiative historique d'unir les Européens émane d'un ministre français des Affaires étrangères né à Luxembourg d'un père français et d'une mère luxembourgeoise, à savoir Robert Schuman. Quand Schuman lance en 1950 son plan de la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le Luxembourg est partie prenante.

En 1957, le Luxembourg signe avec la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas, les traités de Rome qui fondent une Communauté économique européenne. Le Grand-Duché joue un rôle actif dans la construction européenne. Le Premier ministre Pierre Werner peut être considéré comme le précurseur de l'euro. La convention de Schengen, qui supprime les contrôles d'identité aux frontières, porte le nom du village luxembourgeois où ont été signés les premiers accords en 1985. De Joseph Bech à Jean-Claude Juncker, les hommes politiques luxembourgeois excellent dans le rôle d'intermédiaire lors de négociations européennes.

Les langues au Luxembourg

Rares sont les pays au monde où, comme au Luxembourg, la population utilise plusieurs langues, et ceci aussi bien à l'écrit qu'à l'oral. Depuis 1984 le luxembourgeois est défini dans la loi comme langue nationale, le français comme langue de la législation, alors que le français, l'allemand et le luxembourgeois ont en commun le statut de langues administratives et judiciaires. Comme aucune langue ne possède le statut de langue officielle du Grand-Duché, le français, l'allemand et le luxembourgeois sont partout présents et se partagent les rôles de langue de travail, de rédaction et de communication.

Quelles langues pour l'Etat ?

Les actes législatifs sont rédigés en français. En revanche, le français parlé a peu à peu disparu de l'enceinte de la Chambre des députés. En ce lieu très officiel, la langue d'expression n'est pas formellement arrêtée et, dans une certaine mesure, ceci laisse le champ libre aux préférences personnelles des femmes et hommes politiques.

Aujourd'hui, les débats réguliers se font en luxembourgeois. Dans les comptes rendus des séances publiques de la Chambre des députés, les débats sont transcrits en luxembourgeois et les questions au gouvernement posées la plupart du temps en français.

En matière administrative et judiciaire, selon la loi de février 1984, « il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise ». Le citoyen dispose de ce même choix pour formuler ses requêtes administratives, sans que l'administration soit pour autant rigoureusement tenue de respecter sa préférence.

Le fonctionnement de l'administration de l'Etat luxembourgeois repose sur un solide équilibre : celui qui privilégie le français comme langue écrite et le luxembourgeois comme langue orale pour le travail et la communication.

Quelles langues pour l'école ?

Au cours de l'éducation précoce et pendant les deux années obligatoires de l'enseignement préscolaire, les enseignants parlent autant que possible le luxembourgeois avec leurs jeunes élèves.

Les classes de l'enseignement primaire introduisent les autres langues. A l'âge de six ans, les enfants apprennent à lire et à écrire en allemand ; l'année suivante, ils commencent l'apprentissage du français. La langue véhiculaire de l'enseignement primaire est l'allemand. En 1991, des cours en portugais et en italien ont été introduits dans les écoles communales. Ils donnent aux enfants l'occasion de développer leur langue maternelle tout en gardant le contact avec leur culture d'origine.

Au cours des premières années de l'enseignement secondaire, la plupart des matières sont étudiées en allemand. Dans l'enseignement secondaire classique, la langue véhiculaire pour toutes les matières autres que les cours de langue devient le français, alors que l'allemand demeure prédominant dans l'enseignement secondaire technique.

L'Université du Luxembourg est également placée sous le signe du multilinguisme : parmi les principes fondamentaux de l'université figure le « caractère multilingue de son enseignement ».

Quelles langues pour l'Eglise ?

L'Eglise catholique rassemble la grande majorité des Luxembourgeois. Ses communications sont publiées en langue allemande. Le service du culte se fait communément en *Lëtzebuergesch* et ceci vaut également pour les baptêmes, les mariages et les funérailles.

Les langues des médias

Alors que l'allemand a toujours été la langue de la presse par excellence, peu à peu, dans les grands quotidiens du pays comme le *Luxemburger Wort*, et le *Tageblatt*, le français progresse. Dans l'ensemble, si l'allemand « fait » la une de l'actualité, les autres langues « font » désormais leurs propres gros titres.

La télévision

Depuis 1991, le luxembourgeois a conquis une place d'honneur sur le petit écran avec le lancement d'un journal télévisé quotidien sur RTL Télé Lëtzebuerg.

La radio

C'est le média où l'offre de programmes en langue luxembourgeoise est la plus riche. Naturellement, les stations luxembourgeoises, nationales et locales, réalisent les plus forts taux d'écoute.

La littérature au Luxembourg

D'un point de vue purement linguistique, il n'existe pas de littérature luxembourgeoise à proprement parler. Il s'agit en fait d'une littérature s'exprimant en trois langues, voire en quatre si l'on tient compte des auteurs anglophones. Le terme collectif de *Luxemburgensia*, englobe tous les écrits et imprimés soit rédigés par des Luxembourgeois, soit produits au Luxembourg, soit ayant pour sujet le Luxembourg.

Trois auteurs font aujourd'hui figure de classiques de la littérature luxembourgeoise : Michel Lentz, qui a écrit les paroles de l'hymne national luxembourgeois *Ons Hémecht* ; Edmond de la Fontaine, plus connu sous le pseudonyme de Dicks, considéré comme le créateur du théâtre en *Lëtzebuergesch*, et Michel Rodange qui a écrit l'épopée en vers intitulée *Renert oder de Fuuß am Frack an a Ma'nsgreßt*.

C'est grâce à ce trio populaire que la littérature luxembourgeoise connaît son âge d'or à la fin du XIXe siècle.

Auguste Liesch, l'auteur de *Maus Ketti*, compte parmi les poètes dialectaux de langue luxembourgeoise les plus appréciés. Sa fable populaire sur la souris des champs et la souris des villes fait partie intégrante de la littérature luxembourgeoise et est enseignée dans pratiquement toutes les écoles luxembourgeoises.

La première moitié du XXe siècle est considérée comme peu fertile en œuvres littéraires luxembourgeoises.

Le changement après la Seconde Guerre mondiale s'est fait en plusieurs étapes : les années 1950 et le début des années 1960 ont vu des auteurs comme Anise Koltz, Lex Jacoby, Roger Manderscheid et Jean-Paul Jacobs apparaître sur le devant de la scène.

La littérature luxembourgeoise connaît ensuite un nouveau développement dans les œuvres d'une génération d'écrivains plus jeunes. Des éléments de satire et de parodie ainsi que des aspects écologiques et pacifistes trouvent également leur place dans l'œuvre de Léopold Hoffmann.

L'année 1985 marque, avec la parution du premier roman en langue luxembourgeoise de Guy Rewenig, une étape importante de l'histoire récente de la littérature nationale. A Rewenig succède dès 1988 Roger Manderscheid ; ses livres sont à l'origine du grand succès de leurs auteurs auprès du public. D'autres œuvres mémorables en *Lëtzebuergesch* sont publiées dans la décennie suivante.

À l'aube du troisième millénaire, la littérature luxembourgeoise avec ses trois, voire quatre langues d'expression témoigne d'une grande diversité. Tous les genres littéraires sont représentés, les auteurs qui écrivent en allemand privilégiant les textes narratifs courts, alors que leurs homologues d'expression française préfèrent souvent la poésie lyrique.

Bon nombre d'institutions publiques et privées se consacrent à la conservation et à la promotion de la littérature luxembourgeoise. La plus importante est sans nul doute le Centre national de littérature. Il met ses archives, ses catalogues, ses salles d'expositions et de conférence ainsi que sa bibliothèque à la disposition non seulement des chercheurs et des scientifiques, mais également à un public intéressé. D'autres institutions au service de la littérature luxembourgeoise sont les Archives nationales, la Bibliothèque nationale ainsi que les bibliothèques municipales et locales à travers le pays.

La musique au Luxembourg

La musique joue un rôle de premier plan dans la vie culturelle luxembourgeoise.

La musique « *made in Luxembourg* » est d'abord populaire, patriotique et militaire : elle ne va guère au-delà des opérettes populaires du poète et musicien luxembourgeois Edmond de la Fontaine, dit Dicks. Son premier vaudeville en langue luxembourgeoise, *De Scholdschäin*, est créé en 1855.

À l'occasion de l'inauguration du premier chemin de fer au Luxembourg, Michel Lentz met en musique *De Feierwon*, qui deviendra le premier hymne du pays. Des sociétés de musique et de chant voient le jour aux quatre coins du pays.

Lors du premier festival de musique en 1864, 500 chanteurs et 240 instrumentalistes exécutent en première audition le chant *Ons Hémecht*, qui deviendra et demeurera l'hymne national luxembourgeois. La mélodie, d'un caractère presque religieux est l'œuvre du compositeur d'origine allemande Jean-Antoine Zinnen, Michel Lentz étant l'auteur du texte.

La musique religieuse est intimement liée à deux faits majeurs : la renaissance du culte marial et la création d'une Eglise catholique nationale du XIXe siècle.

L'ambition des compositeurs d'aller au-delà de la musique populaire et religieuse date du début du XXe siècle.

À partir de 1933, le Luxembourg est intimement associé à la musique orchestrale par l'intermédiaire d'une chaîne radiophonique, Radio Luxembourg, et de l'Orchestre de Radio Luxembourg. Nombreux sont ceux qui envient le Grand-Duché musical. Les meilleurs solistes rejoignent le directeur musical et les musiciens de la plus grande chaîne d'Europe.

En 1953, la Villa Louvigny, située dans le parc municipal de la capitale, est dotée d'un des plus beaux auditoriums d'Europe.

Créé en 1989, l'ensemble orchestral des Solistes européens Luxembourg s'est produit durant 20 années au Grand-Duché et à l'étranger sous la baguette de son chef fondateur Jack Martin Händler.

La musique joue un rôle important dans l'éducation de la jeunesse luxembourgeoise. Au Conservatoire de musique de la Ville de Luxembourg, les classes d'Alexander Müllenbach ou de Claude Lenners sont des pépinières pour des compositeurs en herbe. Des structures d'enseignement musical se trouvent aux quatre coins du pays et un nombre important d'enfants et d'adolescents fréquentent les conservatoires ainsi que les écoles de musique publiques et privées.

Les salles de concert ainsi que les nombreux festivals de musique à travers le pays témoignent d'une diversification de la vie culturelle.

Le Festival européen de théâtre en plein air et de musique de Wiltz, dans les Ardennes luxembourgeoises, est le doyen des festivals. Le Festival international d'Echternach, fondé en 1975, se déroule dans la ville abbatiale d'Echternach.

Le Luxembourg multiculturel

Avec un taux d'étrangers de plus de 42%, le Grand-Duché de Luxembourg se place largement en tête des Etats membres de l'Union européenne.

Les premiers immigrants

Un coup d'œil dans les livres d'histoire révèle que l'immigration n'est pas un phénomène qui se limite à l'histoire récente du Luxembourg, bien au contraire. Déjà aux XVIe et XVIIe siècles, des ouvriers, des marchands et des militaires venus d'Italie arrivèrent au Luxembourg. Au XVIIIe siècle suivirent des maçons et des architectes tyroliens. Sous Louis XIV, les autorités allèrent jusqu'à proposer des encouragements financiers pour inciter à émigrer au Luxembourg et participer à la reconstruction de la ville-forteresse.

Il y eut de véritables vagues d'immigration à la fin du XIXe siècle, quand, d'un côté, le Luxembourg était encore un pays agricole pauvre et, de l'autre, nécessitait une nouvelle main-d'œuvre abondante pour le secteur de la sidérurgie en pleine expansion.

Alors que peu de temps avant la Première Guerre mondiale, de nombreux ouvriers allemands et italiens étaient rentrés dans leur pays, l'immigration reprit pendant la période de l'entre-deux-guerres. A la suite de la crise économique mondiale de la fin des années 1920 et à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux travailleurs immigrés perdirent leur emploi et quittèrent le pays.

Les premiers à revenir après la guerre pour participer à la reconstruction du pays furent à nouveau les Italiens. Cet afflux s'atténua à la fin des années 1950, étant donné que les Italiens trouvaient de plus en plus souvent du travail dans leur pays d'origine. Les Italiens de la deuxième génération apprirent le luxembourgeois et avec la troisième génération débuta leur intégration complète dans la société luxembourgeoise.

Des familles venues du Portugal

Les Portugais immigrèrent dès le départ avec femme et enfants pour travailler principalement dans le bâtiment, l'industrie, la gastronomie et l'artisanat. C'est avec eux que débuta la deuxième grande vague d'immigration du XXe siècle. Actuellement, ils représentent environ 37% des étrangers vivant au Grand-Duché. Les Portugais forment entre-temps la plus importante communauté étrangère au Luxembourg et disposent depuis longtemps de leurs propres magasins, supermarchés, cafés, restaurants, clubs sportifs et groupes folkloriques.

Banquiers, eurocrates et académiciens

Avec l'importance croissante de la place financière du Luxembourg à partir des années 1960, de nombreux experts financiers de toute l'Europe s'installèrent également au Grand-Duché. Environ à la même époque, un grand nombre de fonctionnaires européens vint habiter au Grand-Duché pour travailler au plateau de Kirchberg, dans les bureaux des différentes institutions européennes. A l'heure actuelle, le Luxembourg compte quelque 9.500 eurocrates, qui s'installent rarement de façon définitive dans leur pays d'accueil.

Réfugiés et demandeurs d'asile

Outre les migrants, qui ont quitté leur pays d'origine pour des raisons politiques, sociales, économiques ou écologiques, et les frontaliers, qui arrivent tous les jours des régions limitrophes pour travailler au Luxembourg, il y a également des réfugiés et des demandeurs d'asile qui viennent chercher protection au Luxembourg.

L'intégration des étrangers est sans aucun doute facilitée par le plurilinguisme du pays, où une grande partie de la population maîtrise les trois langues administratives et judiciaires.

**Partie générale de l'examen-
concours du groupe de traitement
D3**

**Exemple des épreuves de l'examen-concours
de la session précédente**



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Organisation, fonctionnement et structures de l'Etat luxembourgeois (60 points)

8.30 à 9.30 heures

1. Enumérez les 3 façons d'acquérir la nationalité luxembourgeoise. 6 pts.
Nennen Sie 3 Wege, um die luxemburgische Staatsangehörigkeit zu erwerben.
2. Enumérez les devoirs des citoyens. 14 pts.
Zählen Sie die Pflichten der Luxemburger auf.
3. Quelles sont les conditions pour avoir le droit de vote passif? 13 pts.
Welche Bedingungen muss man erfüllen um das passive Wahlrecht zu haben?
4. Que savez-vous au sujet des pouvoirs publics? 16 pts.
Was wissen Sie über die Staatsgewalten?
5. Comment le territoire national du Grand-Duché de Luxembourg est-il subdivisé? 11 pts.
Wie ist das Staatsgebiet des Großherzogtums Luxemburg unterteilt?



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Epreuve de connaissances générales (60 points)

9.30 à 10.30 heures

**A. Großherzogtum Luxemburg
Grand-Duché du Luxembourg**

1. Welche Wahlen finden im Oktober 2017 in Luxemburg statt? 1 pt.
Quelles élections seront organisées au Luxembourg en octobre 2017?
2. An welchem Datum ist der Nationalfeiertag Luxemburgs? 1 pt.
A quelle date est célébrée la Fête national du Luxembourg?
3. Wie heißt die luxemburgische Nationalhymne? 1 pt.
Comment s'appelle l'hymne national du Luxembourg?
4. Beschreiben Sie das Aussehen der luxemburgischen Nationalflagge und die 4 pts.
Europaflagge!
Décrivez l'apparence du drapeau national et du drapeau marin du
Luxembourg!
5. Luxemburg ist unterteilt in 12 Kantone. Nennen Sie 5 davon! 5 pts.
Le Luxembourg est divisé en 12 cantons. Énumérez en 5!
6. Wie heißen der Erbgroßherzog Luxemburgs und seine Gattin? 2 pts.
Comment s'appellent le Grand-Duc héritier luxembourgeois et sa femme?
7. Ordnen Sie folgende Luxemburger Politiker ihren Parteien zu. 6 pts.
Indiquez les partis politiques des politiciens luxembourgeois suivants
 - Xavier Bettel
 - Etienne Schneider
 - Claude Wiseler
 - Francois Bausch
 - David Wagner
 - Gast Gibéryen



B. Weltpolitik Politique mondiale

1. Nennen Sie die Länder der folgenden aktuellen Staatsoberhäupter und erklären Sie warum die jeweilige Person dieses Jahr in den Medien oft erwähnt wurde!

Indiquez les pays de ces chefs d'État actuels et expliquez leurs fortes présences dans les médias ces derniers temps!

- Emmanuel Macron 4 pts.
- Donald Trump 4 pts.
- Kim Jong-un 4 pts.
- Viktor Orbán 4 pts.
- Recep Tayyip Erdogan 4 pts.

C. Allgemeinwissen: Erklären Sie folgende Begriffe Connaissances générales: Expliquez les termes suivants

1. „Simplification administrative“ und „guichet.lu“ 4 pts.
„Simplification administrative“ et „guichet.lu“
2. Hacker-Attacke oder Cyber-Attacke 3 pts.
Cyberattaque
3. BREXIT 4 pts.
4. RTL-City 2 pts.
5. Luxembourg, let's make it happen 3 pts.
6. Erklären Sie den Begriff „Giro d'Italia“ und nennen Sie 2 Luxemburger 4 pts.
Athleten die bereits am Giro d'Italia teilgenommen haben
Expliquez le terme „Giro d'Italia“ et citez 2 athlètes luxembourgeois qui ont déjà participé au „Giro d'Italia“?



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Epreuve de langue allemande (15 points)

10.30 à 12.30 heures

Mit Beginn des Sommers beginnt auch die Touristenzeit.

Wie könnte man ihrer Meinung nach den Tourismus in Luxemburg fördern?



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Epreuve de langue française (15 points)

10.30 à 12.30 heures

Alcool

L'alcool est un sujet de société de plus en plus important. Selon la presse, la consommation d'alcool est relativement élevée au Luxembourg. Or, l'alcool est à l'origine de nombreux accidents et favorise les comportements violents. Il est donc important de consommer de l'alcool en quantité limitée.

Que proposeriez-vous pour faire diminuer la consommation d'alcool au Luxembourg ?



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Epreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises (60 points)

14.00 à 15.00 heures

Vous êtes invité(e) à répondre en langue luxembourgeoise aux questions 1 et 2 tandis que les réponses aux questions 3 et 4 peuvent être rédigées en luxembourgeois, en français ou en allemand.

1. Wéi eng Sprooch fir de Staat? 10 pts.
2. D'Entwécklung vum Nationalgefill. 20 pts.
3. Déi éischt Immigranten. 15 pts.
4. a) Erkläert de Begrëff „Luxemburgensia“. 3 pts.
b) Zitíiert 6 Lëtzebuurger Auteuren mat hire Wierker. 12 pts.



Partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement D3

Session du 6 juillet 2017

Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande (30 points)

15.00 à 16.00 heures

Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg

Här President,

Dir Dammen an Dir Hären,

Zu Lëtzebuerg liewen haut ronn 600.000 Leit. Bal d'Halschecht dovunner hunn net déi Lëtzebuenger Nationalitéit an all Dag kommen nach eng Kéier 180.000 Fraen a Männer aus eise Nopeschlänner bei eis schaffen.

(...)

Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Populatioun vum Grand-Duché ëm bal 20 Prozent gewuess.

Tëscht Enn 2010 an Enn 2016 – also bannent grad emol 6 Joer sinn zu Lëtzebuerg 74.000 Leit bäikomm. Dat si 74.000 Mënschen, déi haut hei wunnen, déi hei akafen, bei den Dokter ginn, op de Stroossen ënnerwee sinn, d'Schoulen, d'Spideeler an d'Sportsinfrastrukturen notzen a virdrun nach net do waren. Dee Wuesstem huet säi Präis, mee dee Wuesstem huet awer och mat sech bruecht, dass d'Paien héich an d'Chômagezuelen niddereg sinn.

*Xavier BETTEL,
Premier ministre - 25 avril 2017*